



DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT COMMUNE DE JUVIGNAC



PÉRIMÈTRE DE PROTECTION MODIFIÉ **DU DOMAINE DE CAUNELLES** (PPM)

INSCRIT AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

LE 20 avril 2006

ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L621-30 DU CODE DU PATRIMOINE PAR LE
SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE L'HERAULT

FAIT A MONTPELLIER LE 06/11/13

NOTE JUSTIFICATIVE

1.DEFINITION SOMMAIRE D'UN PPM AVEC RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

Cadre Juridique – Instauration d'un Périmètre de Protection Modifié (PPM)

Références : - *Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (article 40)*
- *Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement*
- *Ordonnance n°2005-1128 du 8 septembre 2005*
- *Code du patrimoine, article L621-30 (servitude des abords des monuments historiques appelée « périmètre des 500 mètres »),*
- *Code de l'urbanisme, article L.126-1 (tracé du périmètre annexé au PLU), article R.123.15 (porté à connaissance du préfet de département de la proposition de l'architecte des bâtiments de France de modifier le périmètre de protection au titre des monuments historiques), article R.123.19 (enquête publique conjointe avec celle du PLU ou de la carte communale), article R.126.1 (nouveau plan de servitude annexé au document d'urbanisme)*
- *Code de l'environnement, articles L 123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques*
- *Décret n°2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux ZPPAUP (articles 49 et suivants)*

(voir chapitre 5. ANNEXES)

La Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a ouvert la possibilité de modifier le périmètre dit « des 500 mètres » générés en abords de monument historique. Sur proposition de l'architecte des bâtiments de France et en accord avec la commune, le périmètre de protection modifié (PPM) devient une servitude qui se substitue de plein droit à celle du rayon des 500 mètres .

Lorsque la modification du périmètre est réalisée à l'occasion de l'élaboration de la modification ou de la révision d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, elle est soumise à enquête publique en même temps que le document d'urbanisme. Les enquêtes publiques sont menées dans les conditions prévues par les articles L.123.1 et suivants du code de l'environnement.

Le tracé du périmètre approuvé est ensuite annexé au plan local d'urbanisme dans les conditions prévues par l'article L.126.1 du code de l'urbanisme.

A l'intérieur du PPM, les modalités d'instruction des autorisations de travaux restent inchangées, notamment en ce qui concerne l'obligation de l'avis de l'architecte des bâtiments de France. La notion de covisibilité perdure à l'intérieur de ce périmètre. A l'extérieur du PPM, les demandes d'autorisation ne nécessitent plus de recueillir l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

La présente note justificative s'attache à décrire le monument protégé et analyse ses abords. A partir de ces éléments, il argumente et justifie les limites du PPM.

2. ANALYSE DU CONTEXTE

2.1 DESCRIPTION DU MONUMENT PROTEGE (sources : dossier de protection au titre des monuments historiques, d'après Alix Audurier-Cros et Yvon Comte)

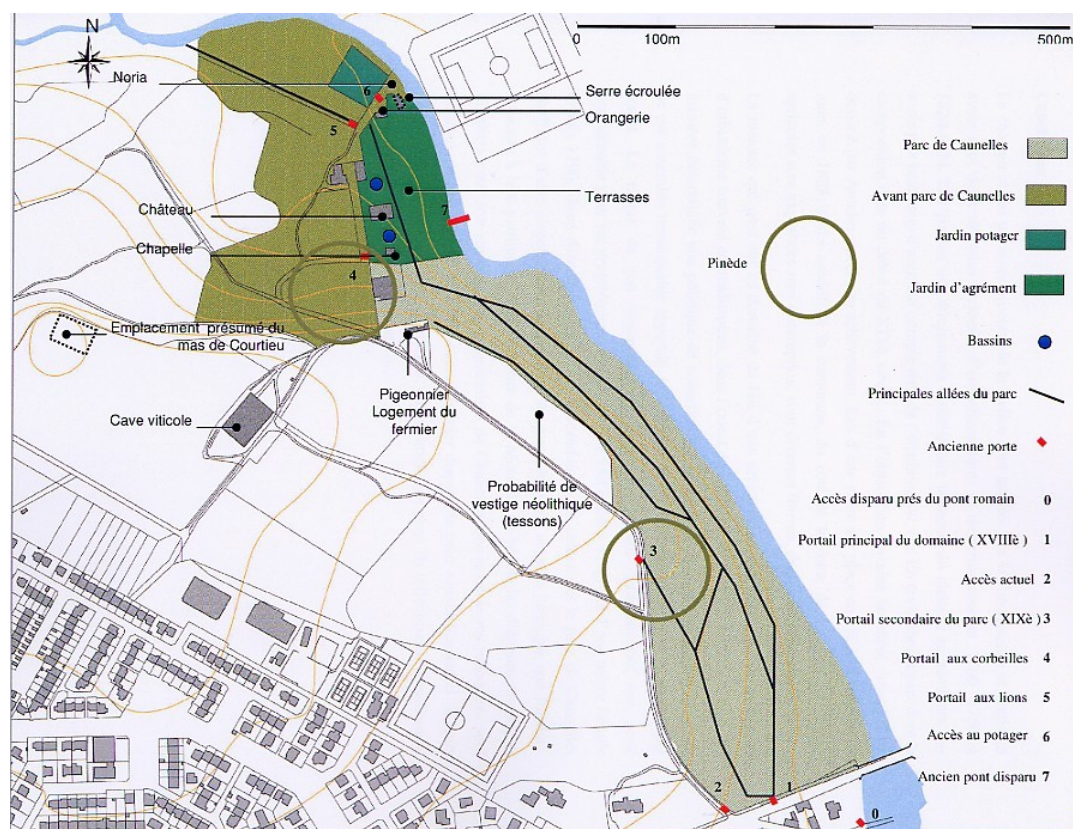
Caunelles est un vaste domaine foncier (130ha au XIXe, 25 ha aujourd'hui) agricole et boisé qui occupe le rebord du plateau dominant la rive droite de la Mosson (2,5 km) entre les anciens thermes de Fontcaude et le pont de Celleneuve (RN 109 et domaine de Bonnier de la Mosson), au droit de la Paillade en limite est de la commune de Juvignac et ouest de celle de Montpellier.

Le site conserve quelques traces archéologiques sur plusieurs secteurs comme le plantier isolé sur le rebord du plateau le long du parc au sud de l'ancien pigeonnier, les aires de puisages sur la rive droite de la rivière, la cave viticole et la vigne attenante.

La terre noble de Caunelles, le château et ses terrasses proches de la rivière, attestées à la Renaissance

ont connu deux périodes majeures d'embellissements et de remaniements au XVIII^e s. et dans le 1^{er} quart du XIX^e s. Les jardins associés aux terrasses du château n'ont pas beaucoup d'ampleur compte tenu de l'étroitesse du site. En revanche, le parc (avec ses deux grandes parties, l'une de garrigue arborée sèche et l'autre de ripisylve humide) et son avant parc de pinède couvrent près de 9ha. Sa composition qui date du début du XIX^e s., fut l'objet d'une certaine notoriété, dessiné par Amelin dans un état proche de son achèvement en 1823 ; clos de murs en 1828. Quatre portails marquent les accès : au nord, les piliers sont ornés de lions portant écus à la date de 1822 et 1823. Les bâtiments : château, chapelle, orangerie (et serre avec noria, disparue avec l'effondrement récent de la berge de la Mosson) et communs (écurie et maison de gardien) sont établis sur un repli de terrain abrité par une pinède et, au-dessus, sur le plateau sont la cave et la maison du fermier-pigeonnier. Ces constructions d'intérêt inégal révèlent les vicissitudes historiques et la succession des propriétaires de 1595 à 1860 : d'un château Renaissance à quatre tours, dont on a oublié la forme primitive (mais dont subsistent des traces dans la construction, notamment des fenêtres à meneaux), on passe à une demeure de plaisance du XVIII^e siècle à décor sculpté (gargouilles sur la corniche et masques ainsi que de clés, sculptés aux agrafes des baies) remaniée avec une certaine vigueur (destruction des terrasses hautes, ...). Au XIX^e s., on voit le décaissement du niveau inférieur par dégagement de la façade NO, côté talus.

La délimitation de la protection au titre des monuments historiques s'est appuyée sur une analyse fine des composantes du paysage et de leur imbrication, pour donner à l'ensemble une cohérence spatiale et structurelle, incitant à promouvoir une protection globale.



note chronologique :

XIII^e s. : une seigneurie existait dès avant 1222 puisque les droits seigneuriaux sur Caunelles sont alors vendus par Bernard AGUILHON, chevalier à Raymond HELIE, drapier.

En 1366 : achat par Bernard de PETRONE dont la fille épouse Bertrand CELLIER ou CELIER,

XV^e s. : Caunelles rentre dans le patrimoine de cette famille qui le conserve jusqu'au XVI^e s.

A la l'extrême fin du XVI^e s. (1595), Jean DUCHÉ (ou d'Hucher, chancelier de l'Université, médecin du roi Henri IV), fait construire un château à 4 tours et un logis de fermier (tour-pigeonnier) : les terres de Caunelles sont déclarées "nobles".

Au début du XVII^e s. (1603), on note la commande de fontaines et de conduites d'eau pour le château, à Estève, potier de terre.

Au XVIII^e s. (1703), le domaine passe par alliance aux d'AIGREFEUILLE : réaménagement du château

1710-1750.

A la fin du XVIIIe s. (1790), il est vendu au drapier Jean Antoine COSTE (initiales sur la façade) qui le transforme en résidence de plaisance. Une expertise précise que tout tombe alors en ruine et doit être relevé : la restauration complète du domaine est entreprise ; nombre d'éléments conservent encore toute leur authenticité du XVIIIe s. (grand escalier, sols, menuiseries, décor de faïence..).

Au XIXe s., par alliance encore, Caunelles passe aux BARBEYRAC, marquis de SAINT-MAURICE puis au comte de KERGOLAY, et enfin, au début du XXe s. (1906) au baron d'HÉLIE puis la succession se disperse par l'alliance avec les BRUNELIS et les BOUCHER, vicomte de LA RUPELLE.

En 1943, occupation allemande : explosion des munitions à la Libération ; le parc et bâtiments sont endommagés.



Vue d'ensemble du château et de la chapelle

Façade est du château



Orangerie (Stade de la Mosson en arrière plan)



2.2 ANALYSE DE SON ENVIRONNEMENT

La protection au titre des monuments historiques du domaine de Caunelles a pris en compte l'histoire du lieu mais aussi le contexte actuel de la pression urbaine de l'agglomération de Montpellier. En effet, dès les années 1970 le domaine a été amputé de nombreuses terres agricoles et de garrigues lors de l'extension des lotissements de Juvignac. L'environnement a également subi de radicales évolutions lors de la création de la ZUP de la Paillade.

2.2.1 Abords Immédiats

Aujourd'hui, la toute récente ZAC des Constellations borde la limite ouest du domaine. Et exceptés les jardins de quelques maisons contemporaines orientés vers le domaine, ainsi que le tracé du tramway qui suit une portion du mur de la propriété, rien ne relie ces deux entités contrastées.

La limite Est du domaine concorde avec la Mosson dont la ripisylve est elle-même bordée par les généreux parkings logiquement construits en bout de ligne du tramway. La masse arborée du domaine crée un fond de scène à ces parkings qui, vus depuis le tramway, bénéficient d'une qualité paysagère. Quelques maisons, dont l'intérêt provient surtout des arbres qui les entourent, et dont l'emplacement a sans doute imposé un retrait des parkings par rapport aux berges de la Mosson, méritent une attention étant les seules architectures visibles en bordure du parc.

Plusieurs équipements sportifs ou de loisirs sont voisins du domaine de Caunelles, notamment le stade de la Mosson, qui a détruit les berges et privatisé leur accès, ainsi qu'un boulodrome sans qualité architecturale, mais ayant le mérite de proposer une activité en adéquation avec le cadre naturel. Il est relié à la piscine et à d'autres lieux ludiques par une allée de pins, unique espace piéton dessiné dans cette zone tampon peu définie entre le domaine et l'avenue de Heidelberg.

Tout à fait au nord du domaine, dans le creux du méandre de la Mosson, deux petits stades, sans aucune infrastructure en élévation, donnent à voir la jolie ripisylve et ses alignements d'arbres.

2.2.2 Vues distantes

Que cela soit à proximité ou à distance, les vues ne permettent pas de découvrir les architectures cachées par les masses arborées du domaine.

Les terres agricoles, exploitées sans interruption depuis l'origine, étaient de taille considérable. La conservation du domaine au titre des monuments historiques va permettre à l'ensemble de conserver, aux portes d'une grande ville, l'ambiance de campagne oubliée.

Au sud, le domaine du château Bonnier de la Mosson, classé au titre des monuments historiques, et le site classé du pont de la Mosson, sont également les souvenirs et les anciens marqueurs des limites de la ville et de la campagne.

Le pont actuel reliant Juvignac et Montpellier et l'ensemble des aménagements d'infrastructures voisins ont créé des ruptures entre ces entités, reliées par la Mosson, par la végétation et par les valeurs communes qu'elles véhiculent. Malheureusement fermés sur eux mêmes, ces monuments et sites sont visibles mais ne sont plus perceptibles par le passant qui cherche d'abord sa route ou son tramway plutôt que de flâner le long d'une rivière oubliée.

2.3 PHOTOS LEGENDEES



Photo 1 – Passage du tramway le long du mur du domaine



Photo 2 – Relations entre les jardins des maisons de la ZAC et le domaine



Photo 3 - Le domaine de Caunelles est coincé entre la ZAC des Constellations et la ZUP de la Paillade



Photo 4 – La juxtaposition de deux entités contrastées pose la question du traitement des limites.



Photo 5 – Limite tangible entre les parkings et le parc.



Photo 6 - La masse arborée du domaine crée un fond de scène aux parkings qui, vus depuis le tramway, bénéficient d'une qualité paysagère.



Photos 7 et 8 - Quelques maisons, dont l'intérêt provient surtout des arbres qui les entourent, et dont l'emplacement a sans doute imposé un retrait des parkings par rapport aux berges de la Mosson, méritent une attention étant les seules architectures visibles en bordure du parc.



Photo 9 – Le Boulodrome/quillodrome



Photos 10 et 11 - Une allée de pins, unique espace piéton dessiné dans cette zone tampon peu définie entre le domaine et l'avenue de Heidelberg, relie le boulodrome aux autres équipements sportifs et ludiques du secteur (La flèche indique la déchetterie « Point propreté Demeter »).



Photo 12 - Tout à fait au nord du domaine, dans le creux du méandre de la Mosson, deux petits stades, sans infrastructure en élévation, donnent à voir la jolie ripisylve et ses alignements d'arbres.



Photos 13 et 14 – Le domaine du château Bonnier de la Mosson et le site classé du Vieux pont sur la Mosson sont les anciens marqueurs des limites de la ville et de la campagne.

2.4 CADASTRE

2.4.1 Cadastre Napoléonien

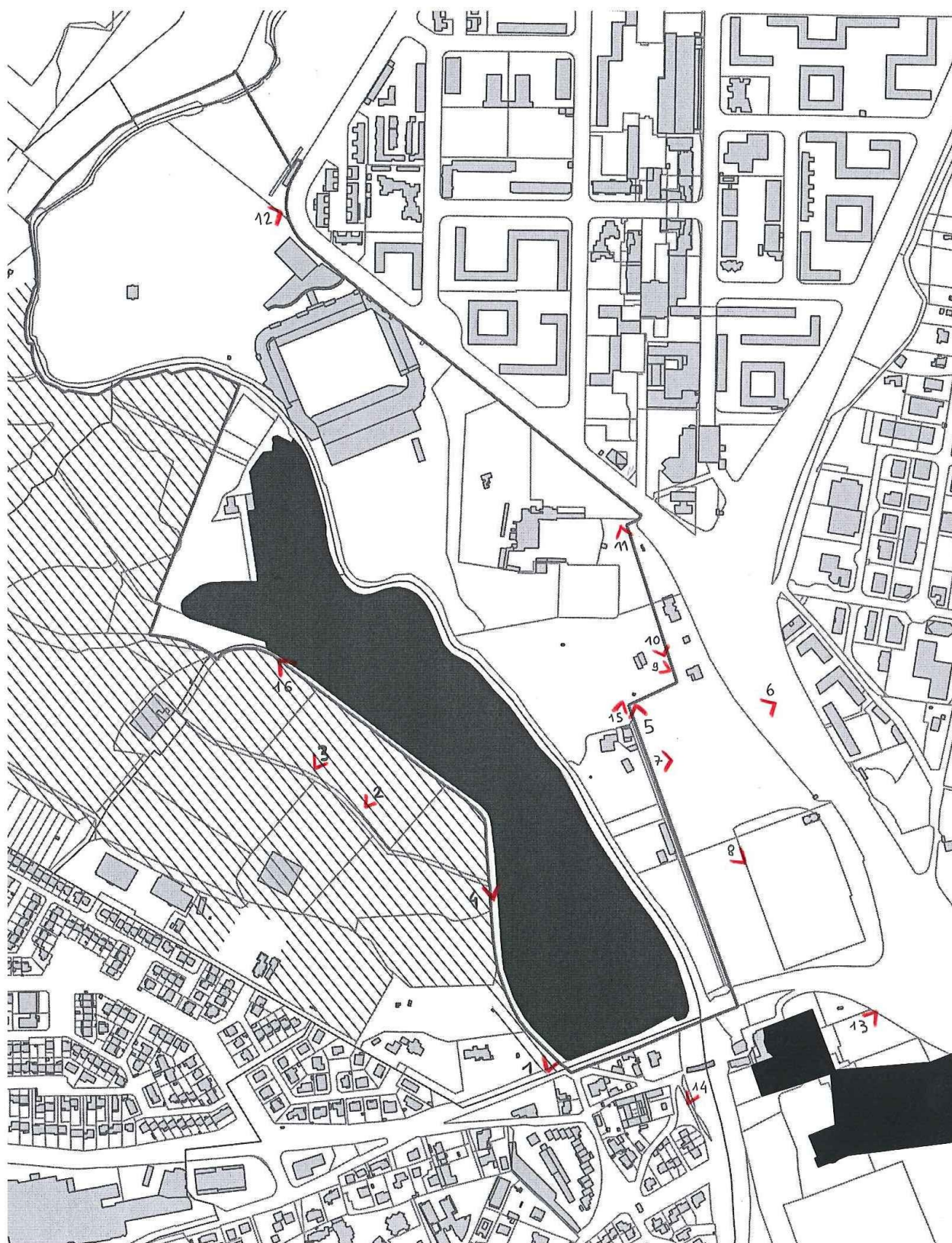


2.4.2 Vue aérienne et projet de ZAC



La ZAC des Constellations est sur l'emplacement de l'ancien plateau viticole du domaine de Caunelles. La cave viticole n'a pas été conservée (flèche bleue)

2.5 REPERAGE DES PHOTOS ET DES POINTS DE VUE REMARQUABLES



3. PROPOSITION D'UN PERIMETRE DE PROTECTION MODIFIE

3.1 PRINCIPES GENERAUX

Le périmètre de protection modifié concorde à la coulée verte de part et d'autre des berges de la Mosson dans laquelle prennent place aujourd'hui plusieurs équipements sportifs et ludiques. Il exclut les ZAC des Constellations et de la Paillade, au sein desquelles l'avis de l'architecte des bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords du domaine de Caunelles.

Le nouveau périmètre s'articulera ultérieurement à celui du domaine du château Bonnier de la Mosson dans l'optique de voir un jour se définir le rôle de la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur : rôle fédérateur potentiel également au sein du réseau hydrographique et du projet urbain de l'agglomération de Montpellier.

3.2 ESPACES PRIS EN COMPTE (cf *Plan de Repérage des Photos et des Points de vue remarquables*)

Le périmètre de protection modifié contient notamment :

- l'allée de pins piétonne en limite du boulodrome et conduisant aux autres équipements ludiques et sportifs tels que la piscine olympique Neptune, les terrains de tennis, les stades etc...
- les berges Est de la Mosson, dont une partie a malheureusement été détruite et privatisée par la construction du Stade de la Mosson
- le chemin en limite Ouest du domaine, sur lequel est calé la limite de la ZAC des Constellations (photo 16)

Il s'appuie sur des limites tangibles comme l'avenue de Heidelberg au sud-ouest du quartier de la Paillade et la route de Lodève reliant Juvignac à Montpellier.

Il s'appuie sur le mur de la déchetterie « Point Propreté Demeter » et se retourne vers la limite entre les parkings et le parc (photo 5)

4. ORIENTATIONS DE MISE EN VALEUR

Le caractère naturel de la Mosson n'est pas contradictoire avec le rôle fédérateur qu'elle peut avoir dans l'aménagement urbain du secteur et plus largement de l'agglomération de Montpellier. Les berges sont ainsi à valoriser. Les continuités des circulations sont également à envisager afin d'éviter des zones en impasses, aujourd'hui non sécurisées et parfois laissées à l'abandon.

La présence de nombreux équipements sportifs et ludiques se prête à l'aménagement de cheminements doux au sein de cette coulée verte .



Photo 14

Par ailleurs, le traitement des limites entre le domaine de Caunelles et la ZAC des Constellations devra être défini et de qualité.



Photo 16

5. ANNEXES

5.1 EXTRAIT DU CODE DU PATRIMOINE

Livre VI : *Monuments Historiques, sites et espaces protégés.*

Titre II : *Monuments Historiques.*

Chapitre 1er : *Immeubles.*

Section 4 : *Dispositions relatives aux immeubles adossés aux immeubles classés et aux immeubles situés dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits.*

Article L 621-30, créé par *Ordonnance n°2005-1128* du 8 septembre 2005, dans son *article 4 JORF* du 9 septembre 2005 entré en vigueur au plus tard le 1er janvier 2007, modifié par la *Loi n°2012-387* du 22 mars 2012, art.106.

Est considéré, pour l'application du présent titre, comme étant situé dans le champs de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui et situé dans un périmètre de 500 mètres.

Lorsqu'un immeuble, non protégé au titre des Monuments Historiques, fait l'objet d'une procédure d'inscription ou de classement ou d'une instance de classement, l'Architecte des Bâtiments de France peut proposer, en fonction de la nature de l'immeuble et de son environnement, un périmètre de protection adapté. La distance des 500 mètres peut être dépassée avec l'accord de la commune ou des communes intéressées. Ce périmètre est créé par l'autorité administrative, après enquête publique.

Le périmètre prévu au premier alinéa peut être modifié par l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, après accord de la commune ou des communes intéressées et enquête publique, de façon à désigner des ensembles d'immeubles, bâtis ou non, qui participent de l'environnement du monument, pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité.

En cas de désaccord de la commune ou des communes concernées, la décision est prise par décret, en Conseil d'État, après avis de la Commission nationale des monuments historiques.

Lorsque la modification du périmètre est réalisé à l'occasion de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, elle est soumise à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, en même temps que le plan local d'urbanisme ou la carte communale. L'approbation du plan ou de la carte emporte la modification du périmètre.

Le tracé du périmètre prévu par le présent article est annexé au plan local d'urbanisme dans les conditions prévues à l'Article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du Code l'Environnement.

5.2 EXTRAIT DU CODE L'URBANISME

Livre I : *Règles générales d'Aménagement et d'Urbanisme.*

Titre II : *Prévisions et règlement d'Urbanisme.*

Chapitre III : *Plans Locaux d'Urbanisme.*

Art. L 123-1-5 7°

Le règlement [du PLU] peut :

Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et à définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

Art.L 126-1

Les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant

l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'État.

Le représentant de l'État est tenu de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'État y procède d'office.

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit, s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication.

5.3 EXTRAIT DU DECRET n°2007-487 du 30 mars 2007

Décret n°2007-487 du 30 mars 2007, relatif aux Monuments Historiques et aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager.

Titre Ier : *Disposition Relative aux Monuments Historiques.*

Chapitre III : *Immeubles.*

Section 4 : *Dispositions relatives aux immeubles adossés aux immeubles classés et aux immeubles situés dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits.*


Art. 50

Lorsque l'architecte des Bâtiments de France propose la modification d'un périmètre de protection existant sur le fondement du troisième alinéa de l'Article L 621-30-1 du Code du Patrimoine, le Préfet de Département peut demander au Préfet de Région de recueillir l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites sur cette proposition. Après enquête publique, le périmètre est modifié par arrêté du Préfet de Département si la commune ou les communes intéressées ont donné leur accord.

Art. 51


Les arrêtés de création ou de modification de périmètres sont publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le préfet notifie ces décisions aux maires des communes concernées et, le cas échéant, au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme qui annexe le tracé de ces nouveaux périmètres au plan local d'urbanisme, lorsqu'il existe, dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

6. ARRETE DE PROTECTION


Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON


Ministère
Culture
Communication

ARRÊTÉ
portant inscription au titre des Monuments Historiques
du domaine de Caunelles à JUVIGNAC (Hérault)

Direction Régionale
des Affaires Culturelles
Languedoc-Roussillon

060226

Le préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

VU le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;
VU le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation
et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VI la Commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 15 septembre
2005 ;
VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;
CONSIDÉRANT que le domaine de Caunelles à JUVIGNAC (Hérault) présente, au point de
vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, en
raison de son caractère exemplaire de propriété périurbaine étonnamment conservée, ensemble
liant architecture et paysage, et de sa place historique dans ce secteur du montpelliérais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Est inscrit au titre des Monuments Historiques le domaine de Caunelles
comprenant le château, ses jardins et le parc (à l'intérieur du mur d'enceinte, y compris ce mur
et ses portails) avec le bâti correspondant (chapelle, orangerie, vestiges de la serre, noria et
édicules), la maison du jardinier avec la tour-pigeonnier et le potager, en totalité, avec le sol
des parcelles correspondantes, ainsi que la parcelle du plantier au-dessus du parc, à
JUVIGNAC (Hérault), figurant au cadastre, section BO, n°s 1 (parc), 2 et 3 d'une contenance
respective de 7ha 92a 85ca, 1ha 7a 75ca, 15a 39ca et section BP, parcelles n°s 1, 2 (château),
8, 9 et 37, d'une contenance respective de 11a 44ca, 1ha 28a 64ca, 47a 72ca, 59a 04ca, 20a
79ca, appartenant :
* aux consorts COYE DE BRUNELIS :
- Mme COYE DE BRUNELIS Christiane Marie, née le 25 mai 1941 à MONTPELLIER
(Hérault), épouse de MONTEVILLE Henri, demeurant 26 rue de la Nouvelle-Zélande à Le
QUESNOY (59530),
- Mlle COYE de BRUNELIS Françoise Marie, née le 20 novembre 1943 à MONTPELLIER
(Hérault), demeurant au domaine de Caunelles à JUVIGNAC (34990),
- Mme COYE DE BRUNELIS Marie Madeleine, née le 15 juin 1942 à MONTPELLIER
(Hérault), épouse de SORBIER DE POUGNADORESSA Christian, demeurant au château de
Calviac à LASSALLE (30460),

.../...

DRAC Languedoc Roussillon - CS 49020 - 5 rue de la Salle l'Evêque - 34967 Montpellier Cedex 2 - Tél. 04 67 02 32 00 - Fax. 04 67 02 32 04
<http://www.languedoc-roussillon.culture.gouv.fr>

- Mme COYE DE BRUNELIS Isabelle Marie Joséphe, née le 9 novembre 1959 à MONTPELLIER (Hérault), épouse GOURAUD Emmanuel, demeurant 47 rue de la République à BREST (29200),

- Mlle COYE DE BRUNELIS Bernadette Marie, née le 13 février 1951 à MONTPELLIER (Hérault), demeurant "Le Molière E1", 721, rue du Pré aux Clercs à MONTPELLIER(34090),

* et aux consorts BOUCHER DE LA RUPELLE :

- M. BOUCHER DE LA RUPELLE Bernard Marie, Louis, né 30 mai 1937 à STRASBOURG (Bas-Rhin), demeurant résidence Sémiramis, 9 rue Alain Lesage à TOULOUSE (Haute-Garonne),

- M. BOUCHER DE LA RUPELLE Christian Marie, né le 19 mars 1940 à MONTPELLIER (Hérault), époux SARRIEU, demeurant 8A rue de la Ceinture, Le Sévigné bât. A et 1NO 503 à VERSAILLES (78000),

- M. BOUCHER DE LA RUPELLE Henri Marie Louis, né le 5 septembre 1950 à MONTPELLIER (Hérault), époux HELAND, demeurant 34 rue du 125^e Régiment d'infanterie à POITIERS (86000),

- Mlle BOUCHER DE LA RUPELLE Marie-Laure, née le 28 mars 1952 à MONTPELLIER (Hérault), demeurant 283 rue de Vaugirard à PARIS (75015),

- Mlle BOUCHER de LA RUPELLE Roseline Marie Brigitte, née le 2 mars 1947 à SOBERHEIM (99 RFA), demeurant 18 rue de l'Ancien Courrier à MONTPELLIER(34000).

Ceux-ci en sont propriétaires suivant attestations après décès et actes de partage dressés par Me VIALLA, notaire à MONTPELLIER, le 3 mai 1962, publié le 9 juillet 1962, vol. 2958, n°2 ; le 28 décembre 1967, publiée le 3 avril 1968, vol. 4594, n°22 ; le 19 novembre 1969, publié le 2 mars 1970, vol. 3675, n°12 ; le 14 janvier 1971, publié le 17 mars 1971, vol. 10, n°305 ; le 14 novembre 1974, publié le 18 février 1975, vol. 82, n°210 et les 18 octobre et 17 décembre 1974, publié le 16 avril 1975, vol. 85, n°143 ; ainsi que par acte du 26 octobre 1994 passé en l'étude « ESPERCE, NOGUES, MAURIN, ESPERCE-JOSUE », notaires associés à LODEVE (Hérault) le 26 octobre 1994, publié le 18 novembre 1994, vol. 94 P, n°13909.

Les biens et droits immobiliers mentionnés dans le présent acte font l'objet d'un état descriptif de division contenu dans un règlement de copropriété entre les héritiers d'HELIE ET BOUCHER DE LA RUPELLE, établi par Me VIALLA, notaire à MONTPELLIER, le 19 novembre 1969, publié le 2 mars 1970, vol. 5675, n°11.

La parcelle, section BP, n°2 (château), fait l'objet d'un acte reçu par Me Grasset, notaire à BAILLARGUES (Hérault) en date du 28 juin 2001, publié le 12 octobre 2001, vol. 2001 P, n°13908 et attestation rectificative publiée le 1^{er} février 2002, vol. 2002P, n°1644.

en attribuant la propriété à Mme COYE DE BRUNELIS Christiane Marie, Mlle COYE de BRUNELIS Françoise Marie, Mme COYE DE BRUNELIS Marie Madeleine et Mme COYE DE BRUNELIS Isabelle Marie Joséphe, susmentionnés.

Tous ces actes sont publiés aux 1^{er} bureau des hypothèques de MONTPELLIER (Hérault).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au ministre chargé de la culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit, et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME A L'ORIGINAL

- 2 MAI 2006

Montpellier, le

20 AVR. 2006

Le Préfet,
Thénault

Michel THENAULT

P/la directrice régionale des affaires culturelles
Le conservateur régional des monuments historiques

Robert JOURDAN



Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Marylene COTTANCIN